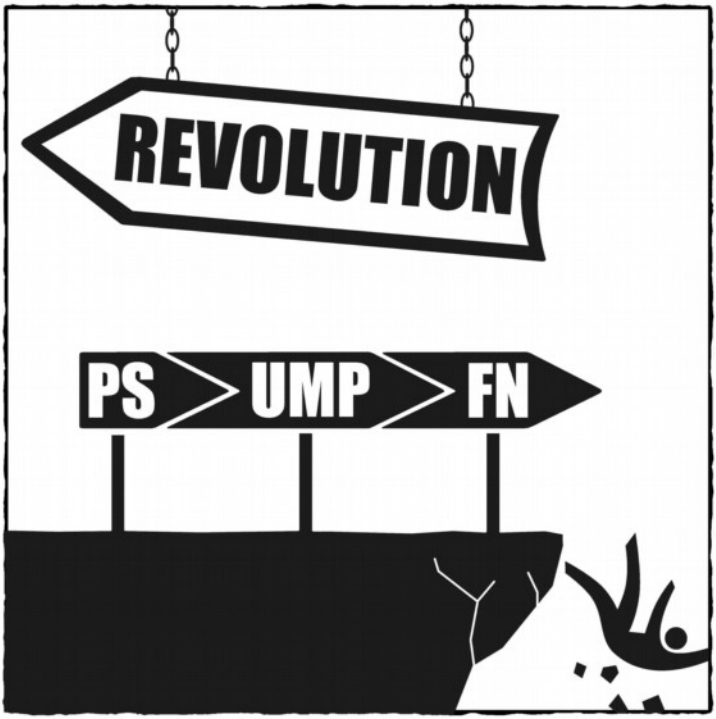
OFFENSIVES DE LA REACTION
ET
RESISTANCES POPULAIRES



UNION DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES

MAI 2014

SOMMAIRE

INTRODUCTION p 5

I – ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS p 9

II – AVANCEES DES IDEES REACTIONNAIRES p 19

III – EVOLUTIONS ANTI-DEMOCRATIQUES p 29

IV – UN IMPERIALISME FRANCAIS PLUS AGRESSIF p 35

CONCLUSION p 41

Reculs des acquis sociaux, attaques des droits des travailleurs, hausse de la TVA et des impôts touchant les classes populaires, cadeaux fiscaux au patronat, suppression de postes et licenciements de milliers de travailleurs, hausse du chômage, criminalisation des résistances populaires, racisme et homophobie, dérives sécuritaires... la liste est longue.

C'est à la fois une avancée des idées réactionnaires, des forces et des partis qui les défendent, mais également une régression des droits sociaux et une évolution de plus en plus anti-démocratique des institutions.

Les jeunes sont concernés

Les jeunes des quartiers populaires sont les premiers touchés par ces mesures antisociales et antidémocratiques. La précarité est devenue la norme ; hausse du chômage, misère partout et recul de l'accès à l'éducation et à la culture. Ce système n'offre plus aux jeunes des couches populaires de perspectives pour leur futur. Ils sont les premiers sacrifiés dans les guerres impérialistes et ils subissent souvent une répression violente lorsqu'ils se révoltent.

L'imposture et le rôle de l'extrême droite

Dans ce contexte, l'extrême droite peut séduire avec un discours faussement « anti-système ». Elle gagne du terrain en exploitant le mécontentement populaire contre la politique néolibérale du gouvernement au service des grands patrons. Mais en réalité, **ces forces d'extrême droite ne contestent pas le système capitaliste avec ses grandes entreprises et ses banques privées. En aucun cas elles ne combattent les grandes offensives contre les travailleurs** telles que l'ANI ou l'augmentation de l'âge de départ à la retraite.

Aujourd'hui, le programme politique du Front National a été maquillé par de nombreuses revendications qui semblent progressistes et parfois inspirées de celles de la gauche de transformation sociale. Il ne faut pas oublier que c'est là une tactique récurrente de l'extrême droite pour tromper les peuples.

La montée de l'extrême droite est liée à la crise économique, à l'accentuation de la lutte de classes, à la mise à nu du système capitaliste et de ses contradictions. L'extrême droite se nourrit du discrédit des partis traditionnels. Elle cherche à détourner vers de fausses solutions trompeuses et dangereuses la colère populaire contre les politiques libérales conduites par les partis de droite ou sociaux-libéraux. Elle est aidé par les grands médias qui dirigent la colère populaire dans les bras de l'extrême droite au détriment d'une opposition révolutionnaire. Le système présente faussement le Front National comme seule débouchée à la colère populaire.

C'est un phénomène que l'on constate dans tous les pays de l'Union européenne. Partout les forces populistes de droite et d'extrême droite se développent. La politique d'austérité et antidémocratique de l'Union européenne est un terrain propice pour la réaction.

La multiplication des guerres

Deux ans après son élection, Hollande a déjà décidé deux interventions militaires majeures au Mali et en Centrafrique. La tendance guerrière du système capitaliste impérialiste s'accentue au moment des crises économiques.
Aujourd'hui, les pays capitalistes s'affrontent pour se repartager l'Afrique et assurer à leurs grandes entreprises un accès privilégié aux matières premières et aux marchés ou futurs marchés.

Mais des résistances existent

Cette montée de la réaction n'est pas une fatalité. Le seul moyen pour la faire reculer dans toutes ses expressions est l'unification et la mobilisation du camp populaire et de ses organisations. La solidarité est indispensable entre les couches populaires, les syndicats, les organisations de masse et les partis politiques de la « Gauche de transformation sociale ».

La jeunesse doit unir ses forces pour résister aux politiques des gouvernements successifs qui s'inscrivent tous dans la logique néolibérale.

Ce document abordera les points suivants :
1 – Attaques contre les travailleurs
2 – Avancées des idées réactionnaires
3 – Évolutions antidémocratiques
4 – Un impérialisme français plus agressif

Mais ce document n'est pas qu'une analyse, c'est aussi une invitation à venir renforcer l'UJR et à venir lutter avec nous au quotidien contre le système capitaliste et son évolution vers toujours plus de réaction.

C'est dans cette optique que s'inscrit ce document politique.

Jamais le gouvernement n'a été aussi perméable aux exigences du MEDEF.

Les droits des travailleurs sont remis en cause en permanence, aiguisant de plus en plus la lutte des classes en cette période de crise du capitalisme.

Les fermetures d'usines dictées par la rentabilité maximale du capitalisme s'enchaînent, laissant des centaines d'ouvriers et d'employés au chômage, malgré les nombreuses luttes menées : Mittal , PSA, Renault, Goodyear, Fralib, Sanofi, la grande distribution ...

Il y a également **les réductions budgétaires dans le secteur public. Elles** sont dictées par les banques privées pour que l'État leur rembourse les intérêts de la dette, et par le patronat qui exige une baisse de tous les "prélèvements sociaux" et une mobilisation de toutes les ressources publiques au service de la "compétitivité" des entreprises. Cela se traduit par des suppressions de postes, une baisse de la qualité des services publics, et par des commandes publiques en berne dans certains secteurs, entraînant des suppressions d'emplois indirectes comme dans le BTP. Cette politique touche à la fois les employés directs ou indirects et les usagers des entreprises publiques. Là aussi des luttes existent : la SNCF, les enseignants et les AVS (auxiliaires de vie scolaire), Pôle Emploi, ... Les jeunes salariés y prennent leur place.

Le chômage n'a jamais été aussi important, privant d'emploi de nombreux jeunes qui sont durement touchés.

Le coût de la vie augmente mais pas les salaires des ouvriers et des employés. Pourtant, les plus riches n'ont jamais été aussi riches. **Les inégalités se creusent** donc et continueront à se creuser si nous ne luttons pas contre cette politique d'austérité et de pressions continuelle des salaries vers le bas.

Un gouvernement qui renforce le camp du patronat

D'abord il y a eu **la réforme des retraites**. Le gouvernement Hollande a poursuivi la casse du système des retraites, dans la continuité de Sarkozy. En passant de 37,5 annuités à 40, le gouvernement impose aux travailleurs une durée de cotisation plus longue. Alors que le marché de l'emploi est bouché. Alors que les seniors n'en peuvent plus et n'arrivent pas à retrouver du travail. Alors que les jeunes doivent suivre des études plus longues et que les CDI sont difficiles à obtenir. Bref : « les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère ! ».

Ensuite, le Gouvernement a mis en place la loi de **Crédit Impôt Compétitivité Entreprises** : 20 Milliards d'exonération aux entreprises sans aucune contrepartie. De toute façon le MEDEF refuse de s'engager sur la moindre création d'emploi ! Mais ce n'est pas un problème pour le gouvernement au service du patronat !

Puis, dans le prolongement de cette politique d'austérité, Hollande a mis en place le **Pacte de Responsabilité** : hausse de la TVA, baisse des dépenses publiques à tous les niveaux (Etat, collectivités locales, sécurité sociale), abaissement des cotisations sociales patronales, baisse de l'imposition des entreprises*, prolongation du gel du point d'indice des fonctionnaires, …

Comme sous Sarkozy, tous les cadeaux du gouvernement sont pour les entreprises et le Capital. Hollande avait nommé un ennemi avant son élection : « la Finance ». Aujourd'hui, la Finance et le Patronat sont ses meilleurs alliés !

Ce sont toutes les avancées sociales et économiques obtenues après la Libération qui sont détruites les unes après les autres.

** L'imposition des entreprises est passée de 33 à 28%.*

La jeunesse constitue une cible privilégiée

Les jeunes ne sont pas épargnés. De nombreux dispositifs spécifiques aux jeunes sont mis en place par le gouvernement au nom de la lutte contre le chômage des jeunes : « Emplois d'Avenir », « Contrats de Génération », ... Toutes ces mesures qui institutionnalisent un statut professionnel « spécial jeune » aboutissent à diminuer la rémunération des jeunes, et à précariser toujours plus la jeunesse. C'est également un moyen de mettre en concurrence et de diviser les travailleurs. Le retour en force du débat sur la mise en place d'un « SMIC jeunes » s'inscrit dans cette logique.

Pour l'UJR, les jeunes ne doivent pas être de la main d'œuvre low-cost, ce sont les droits de l'ensemble des travailleurs qu'il faut améliorer !

Dynamitage du code du travail avec l'ANI

Le tour de force du gouvernement a été de rendre caduc le Code du Travail avec l'**ANI***. Avec cette loi, les accords d'entreprise peuvent déroger au Code du Travail ! En fonction du rapport de force dans les entreprises, les conditions de travail pourront donc être rabaissées un peu plus chaque année** par les patrons.
De plus, le MEDEF a obtenu l'exonération des cotisations d'allocations chômage pendant trois à quatre mois pour les jeunes de moins de 26 ans qui seraient embauchés en CDI. L'ANI facilite et accélère aussi les plans de licenciements***. Il raccourcit les délais pour recourir aux Prud'hommes. Dans le même temps le nombre d'inspecteurs du travail est réduit et leur rôle est dénaturé. Il institue le chantage à l'emploi pour faire accepter les baisses de salaire ou les augmentations du temps de travail.

C'est là un coup très important qui a été porté contre les travailleurs par le gouvernement Hollande et le MEDEF.

** Loi de L'ANI adoptée en janvier 2013 : Accord National Interprofessionnel.*
*** Lors des négociations annuelles des accords d'entreprise.*
**** Réduction des délais d'examen des plans de licenciements par l'inspection du travail et dorénavant une absence de réponse entraîne automatiquement une validation des licenciements... sachant que les effectifs de l'inspection du travail sont insuffisants. Avant l'ANI, une absence de réponse équivalait à un refus des licenciements...*

Occultation et maintient des inégalités salariales H/F*

Sur le plan économique, les femmes font aussi partie des premières victimes de l'austérité menée par le gouvernement.

Elles occupent 83% des emplois à temps partiel**, elles représentent plus de la moitié des chômeurs inscrits à Pôle Emploi. Les femmes touchent en moyenne 27% de moins que les hommes et leur pension de retraite est inférieure de 40% à celle des hommes. Le salaire des femmes reste ainsi le plus souvent considéré comme le salaire d'appoint au sein du ménage, or c'est par le travail et la stabilité de leur emploi que les femmes acquièrent leur autonomie financière qui détermine le socle de leur émancipation !

Les emplois des femmes se concentrent pour plus de 70% d'entre-elles dans les secteurs à bas salaires : nettoyage, aide à la personne, grande distribution, industrie agro-alimentaire, usines textiles... Dans ces secteurs d'emplois très féminisés l'embauche ne se fait quasiment qu'à temps partiel. Il n'est pas une forme de partage de l'emploi ni un aménagement du temps de travail mais bien un contrat d'emploi précaire subit par les employées. Le temps partiel est voulu par le patronat pour s'enrichir en imposant de plus en plus de flexibilité sur les horaires. Ce qui aboutit aujourd'hui au travail de nuit et du dimanche. Ces emplois à temps partiel sont largement responsables de la féminisation de la pauvreté. Les temps partiels participent à la diminution des chiffres du chômage mais augmentent l'appauvrissement des travailleuses.***

La résistance contre les idées réactionnaires du travail de nuit et du travail du dimanche est donc une résistance avec une forte dimension féministe. L'UJR en est consciente.

Le combat pour la limitation des temps partiels et le combat pour l'augmentation des salaires dans les métiers féminisés sont également des combats importants à soutenir face à l'offensive du patronat.

Ces luttes sont portées par les féministes et les syndicats, il faut les soutenir pour combattre l'offensive conjointe du patronat et de la réaction.

** Chiffres essentiellement issus de la CGT.*
*** Une femme sur trois a un poste à temps partiel, le plus souvent imposé.*
**** Les femmes représentent 80% des salariés payés en dessous du SMIC.*

Opposition entre travailleurs « étrangers » et « français »

L'offensive de la réaction sur ce sujet consiste à opposer artificiellement les travailleurs « français » et « étrangers ». Il s'agit de diviser le camp des travailleurs pour éviter qu'ils ne s'opposent collectivement au patronat.

En 2008, des travailleurs sans-papiers se mettaient massivement en grève pour leur régularisation, soutenus par la CGT. Ils voulaient obtenir les mêmes droits que les autres travailleurs, pour échapper aux salaires de misère qui permettent au patronat de se remplir les poches sur leur dos. Il s'agit d'un combat contre une certaine « délocalisation sur place » qui exploite les travailleurs les plus pauvres du pays. La régularisation des travailleurs sans-papiers est donc un combat contre le patronat et le dumping social. Il sert l'ensemble des travailleurs, avec ou sans papiers, qui n'ont rien à gagner à la mise en concurrence des uns avec les autres.

Le PS avait prétendu soutenir la grève des travailleurs sans papiers de 2008... Mais une fois au gouvernement, les travailleurs sans papiers ont du se battre avec acharnement pour obtenir des régularisations. Ceci est une démonstration supplémentaire d'une politique contre les plus démunis, les plus pauvres, contre une partie de la classe ouvrière du pays.

Contre le racisme, l'UJR a toujours repris le slogan « Ils vivent ici, ils bossent ici, ils restent ici ! Régularisation de toutes les travailleuses et tous les travailleurs sans-papiers ! ».

Nous continuerons de le porter et de soutenir les luttes des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation et leur dignité.

Opposition des Etudiants-Salariés aux autres travailleurs

Un nouveau front de division des travailleurs s'est ouvert : celui des étudiants-salariés contre les autres travailleurs. Il est d'autant plus important pour nous qu'il concerne directement les jeunes.

Les étudiants sont contraints de travailler pour financer leurs études. Pour cela, ils sont obligés d'accepter des temps très partiels, des horaires atypiques, du travail le week-end, des heures supplémentaires non payées, … Les jobs étudiants sont une aubaine pour de nombreux secteurs qui peuvent profiter de cette main d'œuvre corvéable prête à tout pour continuer ses études.

Tant que l'État ne garantira pas l'autonomie financière des étudiants, le patronat ne cessera de les instrumentaliser pour baisser toujours plus les conditions de travail de tous les travailleurs. Les exemples récents illustrent la volonté du patronat de banaliser le travail de nuit* et le travail du dimanche. Nous savons que la promesse de taux horaires un peu plus élevés n'est qu'un leurre. Nous dénonçons l'utilisation des étudiants qui ont besoin de travailler avec l'objectif de banaliser et d'imposer ensuite ces horaires atypiques à l'ensemble des travailleurs et à leurs familles. Les étudiants-salariés sont également une main d'œuvre abondante, permettant d'obtenir un turn-over important dans les secteurs concernés afin de mettre la pression à tous les autres salariés.**

L'UJR s'oppose à la banalisation du travail de nuit et du dimanche. Il faut stopper la division entre les travailleurs et les étudiants-salariés.

La place des étudiants est à l'Université, par sur le marché du travail !

Comme le dit l'UJR dans son précédent document* :**
"Il faut revaloriser les bourses, élargir les critères et poser un cadre pour que tous les étudiants puissent bénéficier d'un statut social clair et d'une bourse d'État leur permettant de suivre leurs études dans de bonnes conditions, sans se salarier."

** Après 21h.*
*** L'UJR a déjà commencé à travailler sur ce sujet en réalisant une affiche et un tract spécifique. (cf ujr-fr.org)*
**** « Analyse et Axes de Mobilisation » - Novembre 2012 (cf ujr-fr.org)*

Des résistances existent

Il ne faut pas rester inactif, il ne faut pas laisser le terrain libre au patronat. Les gouvernements au service du MEDEF ont déjà détruit trop de nos droits.

Pour réagir, le camp progressiste porte des revendications politiques. L'une des plus importantes a été « l'interdiction des licenciements boursiers », portée par des syndicats et le Front de Gauche qui a élaboré une proposition de loi en 2013. Sur ce sujet, il faut noter que l'extrême droite s'est démasquée car elle n'a jamais défendu(e) l'interdiction des licenciements boursiers. Elle a même voté(e) contre au Parlement !
L'UJR soutient l'interdiction des licenciements. D'autant plus que cette revendication ne se limite pas au terrain syndical et pose aussi les problèmes d'un point de vue politique.

Plus largement, **la jeunesse doit s'emparer des outils syndicaux**, elle doit porter et défendre les revendications syndicales qui permettent de résister à l'offensive de la réaction. Que ce soit dans les lycées, dans l'enseignement supérieur, dans les entreprises privées ou dans le secteur public !

Les manifestations syndicales et politiques sont également des moments importants où la jeunesse doit être davantage présente. Pour cela, l'UJR doit convaincre les jeunes autour d'elle de descendre dans la rue. Les manifestations sont des opportunités où les étudiants et les travailleurs (avec ou sans papiers) peuvent reprendre la rue à l'extrême droite pour affirmer qu'ils n'ont qu'un seul ennemi commun : le capitalisme !

Les piquets de grève sont nombreux face aux fermetures de sites et aux chantages à l'emploi. Il faut les soutenir, les faire connaître ! Il faut leur apporter la solidarité de la jeunesse étudiante et travailleuse !

Nous devons consolider concrètement l'unité des couches populaires dans la résistance au capitalisme et à la réaction !

II

L'offensive de la réaction se traduit aussi par une progression des idées réactionnaires, consciemment ou non, dans la vie de tous les jours. Parmi les premiers visés on trouve les femmes, les étrangers dont les Roms et maintenant les homosexuels. Heureusement des résistances existent.

1- Attaques contre les droits des Femmes

Face à l'offensive de la réaction, l'UJR est solidaire des femmes qui voient constamment leurs droits régresser, remis en cause ou encore jamais acquis. L'actualité démontre que ces droits obtenus après de nombreuses luttes de femmes et d'hommes solidaires restent fragiles et menacés. Surtout dans un contexte de politiques libérales d'austérité menée partout en Europe.

Fin 2013, le gouvernement Rajoy a rédigé un projet de loi interdisant l'accès à l'avortement sauf pour les victimes de viols ayant déposé plainte préalablement ou les femmes enceintes dont la santé ou celle de leur enfant serait menacée. Les Espagnols-es refusent massivement cette loi régressive qui prive les femmes du droit à l'IVG.
Cette remise en cause du droit à l'IVG par le gouvernement de droite Rajoy nous concerne directement. Ce gouvernement ouvre une brèche dans les droits des femmes et encourage l'offensive de la réaction dans toute l'Europe. D'importants mouvements religieux très agressifs ont vu le jour prônant des slogans anti-ivg dans des manifestations.

Des actions de solidarités avec les femmes espagnoles ont été organisées en France à l'initiative des associations féministes.

L'UJR soutient les mobilisations en Espagne et partout en Europe contre les lois machistes et réactionnaires !

Réduction du droit à l'IVG

Aujourd'hui, le gouvernement Hollande met en avant des dispositions concernant les droits des femmes qui peuvent sembler favorables de manière théorique, mais en réalité les coupes budgétaires dans la santé, ne cessent d'augmenter, privant ainsi les structures médicales et sociales d'un fonctionnement normal. Les budgets sont de plus en plus bas pour les centres d'IVG et les planning familiaux. Certains sont contraints de fermer. Il manque des gynécologues. Tout cela limite l'accès à l'avortement.

A côté de la passivité du gouvernement, l'extrême droite et les extrémistes religieux continuent les provocations contre les droits des femmes. Le programme du FN cible directement le droit à l'IVG.

L'UJR affirme la nécessité de l'accès libre et gratuit à la contraception et à l'avortement qui passe par la sauvegarde des centres IVG et planning familiaux et par l'augmentation des moyens financiers qui leur sont alloués ! D'autant que ce sujet concerne largement les jeunes femmes.

Il faut appuyer les mobilisations nationales et les résistances locales* qui existent sur ce sujet !

Banalisation et idéalisation de la prostitution étudiante

Concernant plus particulièrement la jeunesse, les femmes sont aussi les premières victimes de la misère étudiante qui encourage de nouvelles formes de prostitution.

Les étudiants se trouvent particulièrement touchés par la précarité lorsque leur famille ne peut plus subvenir suffisamment à leurs besoins, tandis que les bourses du CROUS sont difficiles d'accès et largement insuffisantes. Les jeunes sont alors contraints d'occuper des postes à temps partiel en plus de leurs études pour parvenir à les financer. Le temps investi dans les cours est souvent mis à mal au profit du job étudiant qui rapporte le minimum d'argent pour survivre.

** Luttes locales de certains centres d'IVG contre les fermetures et contre les restrictions budgétaires.*

Face à cette situation de détresse, de nombreuses jeunes femmes se tournent vers la prostitution qui représente pour elles un gain financier attractif. En effet, cette activité parait fatalement plus lucrative qu'un petit boulot avec un investissement de temps moins important. La prostitution étudiante est alors perçue comme un moyen de financer ses études tout en conservant un maximum de temps pour étudier.

La prostitution étudiante est couramment dissimulée sous forme « d'escorting » sur internet et reste très facilement accessible sur les réseaux, aussi bien pour les filles que pour les clients. Un site américain vient d'ouvrir en France pour proposer explicitement de mettre en relation des jeunes femmes étudiantes en situation financière difficile avec des hommes riches souvent plus âgés qui financeraient ainsi leurs études*. Ceux-ci profitent alors de la «compagnie» de jeunes femmes dont la plupart des liaisons tarifées impliquent inévitablement des relations sexuelles. D'autant que la durée des études induit une «fidélisation» de la part des étudiantes et une pression financière certaine. Elles se retrouvent à la merci des désirs de leurs, soit disant, « bienfaiteurs ».

Il s'agit clairement d'une marchandisation du corps des étudiantes précaires, poussée dans la prostitution par l'absence d'aides financières suffisantes de l'État. A cause de sa passivité face à la misère étudiante et des politiques d'austérité, le Gouvernement est complice de la situation. On doit ajouter la complicité de nombre de médias et de réactionnaires qui banalisent** ce genre de prostitution déguisée. C'est là un sujet d'actualité témoignant de la propagation des idées réactionnaires dans notre société.

Il est très grave de constater que même les étudiantes sont aujourd'hui poussées vers la prostitution ! L'UJR doit dénoncer cette nouvelle évolution et ne pas laisser s'installer déni ou banalisation de la prostitution étudiante ! Pour combattre la prostitution, il faut combattre la précarité et la misère !

** Après « l'escorting », un nouveau vocabulaire de « sugar babies » et « sugar dadies » apparaît pour tenter de nier une forme de prostitution.*

*** Les médias essayent de démontrer à travers des exemples caricaturaux que la prostitution étudiante est un « mode de vie choisi » qui permet aux étudiantes de « vivre dans le luxe ». De plus on trouve également des films comme « Jeune & Jolie » (aout 2013) faisant l'apologie de la prostitution étudiante qui servirait à « assouvir le désir sexuel »... des étudiantes !*

2- Banalisation et diffusion du racisme

Les étrangers restent incontestablement les premières victimes de l'extrême droite. Ce racisme, encouragé par la droite, les médias, et même aujourd'hui par le gouvernement PS, cible particulièrement les Roms. Ils sont devenus les nouveaux boucs émissaires tout trouvés, servant de dérivatif à la colère populaire.

La situation actuelle des Roms découle de leur exclusion sociale et économique qui ne date pas d'aujourd'hui*. Ils ne seraient que 15 000 à 20 000 en France (0,03% de la population) selon l'ONG Médecins du Monde. De plus, les Roms sont maintenus dans une grande misère avec un accès compliqué au travail**, au logement, et à l'éducation***.

L'UJR dénonce les destructions de camps et les déclarations faites par Valls sur les Roms quand il était ministre de l'Intérieur. Ces actes et ces paroles alimentent les idées racistes et réactionnaires.

Mais sur ce sujet des résistances existent, surtout chez les lycéens pour dénoncer cette haine de l'étranger qui dicte une politique migratoire inhumaine. On l'a vu notamment avec la mobilisation fin 2013 de milliers de lycéens contre les expulsions de jeunes camarades de classe sans-papiers autour de l'affaire « Léonarda ».

L'UJR soutient les mobilisations qui résistent concrètement contre les idées réactionnaires, notamment celles des lycéens.

** Entre autres, les Roms ont été esclaves jusqu'au 18° siècle et déportés par les nazis.*

*** Jusqu'en janvier 2014 la France a maintenu illégalement pour les Roms une obligation de justifier de revenus réguliers pour entrer en France, une liste des métiers accessibles aux Roms, et des complexités administratives spécifiques pour qu'un employeur puisse embaucher un Rom.*

**** A cause des expulsions récurrentes et d'absence d'adresse postale administrative, les complications pour accéder aux écoles sont importantes. Seulement 10% des enfants Roms en France en âge d'être scolarisés le sont. Certains sont ainsi récupérés et instrumentalisés par des réseaux mafieux pour commettre des délits.*

3- Défense des « Valeurs de la Famille » et homophobie

Un autre thème cher à la droite et à l'extrême droite est la défense d'un modèle culturel « parfait » de la « famille traditionnelle » et de ses valeurs supposées. Il s'agirait d'un modèle idéal immuable que tout le monde devrait respecter. Que ce soit la restriction de l'autonomie de la femme, ou que ce soit l'opposition aux couples de même sexe et à leur droit à adopter.

La mobilisation contre le « mariage pour tous » a été un terrain d'entraînement et d'expression pour l'extrême droite, largement soutenue par les extrémistes religieux*. C'est une extrême droite renforcée qui continue aujourd'hui de se mobiliser sur d'autres sujets. Aujourd'hui les actes homophobes, y compris les agressions physiques contre les homosexuels, sont en forte augmentation. Désormais des agressions sont assumées même sur l'espace public. Les locaux d'associations LGBT sont également de plus en plus souvent pris pour cible par des groupes d'extrême droite**. Les associations LGBT tirent la sonnette d'alarme***, elles qui ont organisé de nombreuses manifestations pour défendre l'égalité face au discours de haine de l'extrême droite.

Et il ne faut pas s'y tromper, sur ce sujet, c'est avant tout une partie de la jeunesse qui est visée par l'extrême droite. Ce n'est donc pas un hasard si de plus en plus de jeunes homosexuels viennent grossir les rangs d'organisations anti-fascistes.

Sur ce terrain également l'UJR doit être présente pour combattre les idées réactionnaires.

** Notamment les catholiques radicaux comme CIVITAS.*

*** Par exemple en février 2014 à Toulouse avec des inscriptions aussi stupides qu'effrayantes « PD=juif » à côté de croix gammées sur le local d'une association LGBT...*

**** Dans son rapport 2014, SOS Homophobie dénonce une augmentation de 78 % (!) des actes homophobes sur l'année 2013.*

4- Attaques contre les militants progressistes

La montée de l'extrême droite, encouragée par sa banalisation médiatique et la complaisance du gouvernement, aboutit aujourd'hui à l'insécurité physique pour les militants progressistes face à la violence des groupes d'extrême droite. Pour notre génération, c'est une chose nouvelle en France que nous devons regarder avec gravité.

Évidement, on ne peut pas oublier l'assassinat de Clément Méric, jeune étudiant syndicaliste et militant anti-fasciste, mort le 5 juin 2013 sous les coups d'un groupe d'extrême droite. Malgré cet événement tragique qui a été une véritable onde de choc dans les milieux militants, la prise de conscience collective n'a pas eu lieu et la banalisation de l'extrême droite continue, notamment avec une « bénédiction » médiatique. Les manifestations pour dénoncer ce meurtre ont été trop peu suivies en rapport à la gravité de l'événement, même si une partie de la jeunesse, y compris des milieux populaires, a répondue présente. Cette expérience a montrée malheureusement que le combat frontal contre l'extrême droite reste difficile ; il mobilise essentiellement des jeunes déjà politisés aux côtés d'anarchistes et n'arrive pas à unir le camp progressiste et à former une alternative crédible à l'extrême droite.

Mais le drame de la mort de Clément Méric n'est pas le seul méfait de l'extrême droite, loin de là. On peut régulièrement lister de nouvelles agressions de militants progressistes, notamment ceux du Front de Gauche. Ces agressions politiques deviennent de plus en plus banales.

Nous voulons également évoquer la cible la plus quotidienne des groupes d'extrême droite : le syndicalisme étudiant en général et en particulier l'UNEF. Ce n'est pas un hasard non plus ; c'est la dernière digue que l'extrême droite doit faire sauter pour s'installer dans les Universités*. Même si la direction de l'UNEF et ses connivences avec le PS peuvent être critiquées, les militants syndicalistes de terrain sont en première ligne de la lutte contre les forces d'extrême droite dans les universités et ils en paient le prix !

** En Octobre 2013, un journal d'extrême droite distribué sur le campus de Paris 1 titrait « Tuons tous les gauchismes, Reprends ta fac ! ».*

C'est régulièrement que les locaux du syndicat sont vandalisés dans les universités (croix gammées, tags homophobes, anti-syndicalisme …). Les groupes d'extrême droite sur internet appellent clairement à « tabasser » les syndicalistes de l'UNEF*. Ces appels conduisent certains à passer à l'acte** ! Ce ne sont pas des cas isolés ou spécifiques à un contexte électoral potentiellement tendu. Tout ceci illustre concrètement comment la montée de l'extrême droite touche les universités, avec en première cible les syndicalistes étudiants.

Aujourd'hui l'extrême droite fascisante recommence à tuer en France ; aujourd'hui on peut être agressé à cause de son engagement politique. Les jeunes de l'UJR en sont pleinement conscients.

L'UJR soutient les rassemblements de solidarité en réponse à ces agressions réactionnaires !

Des résistances existent

Des résistances existent sur chacun de ces points, elles ont été évoquées ici. Il s'agit simplement pour la jeunesse de s'emparer de ces terrains de résistance face à l'offensive des idées réactionnaires : résistances féministes, résistances contre le racisme, résistances du milieu LGBT pour l'égalité, résistance face aux agressions des militants progressistes.

Ce sont tous des fronts de résistances sur des sujets qui concernent largement la jeunesse !

Ce sont tous des fronts de résistances auxquels l'UJR doit participer pour contribuer à la lutte contre l'avancée des idées et des actes réactionnaires.

** L'UNEF a notamment porté plainte contre le GUD en février 2014 pour « incitation à la haine et à la violence ».*
*** Par exemple une étudiante de Paris 1 agressée au cutter à la sortie de son domicile en octobre 2013 ou un jeune étudiant de 18 ans agressé en plein jour devant Lyon 3 en février 2014.*

III

Il y a aujourd'hui une véritable défiance vis à vis des institutions. Cela se traduit par une augmentation continue de l'abstention aux élections, surtout chez les jeunes.

Les institutions sont de plus en plus antidémocratiques et éloignées du peuple. Et les mesures sécuritaires pour renforcer la protection du système capitaliste ne cessent de se multiplier.

1- La dérive anti-démocratique des institutions

Aujourd'hui on constate un pourrissement des institutions de la Vème République en général. Il y a de plus en plus de technocrates non élus pouvant peser dans les décisions. Les « experts » et « conseillers » en tout genre fleurissent et expliquent au peuple ce qui est bon pour lui. En complément, les centres de décision sont de plus en plus éloignés et difficiles d'accès.

Quelques exemples pour s'en rendre compte concrètement.

> On a pu constater récemment le blocage de plus en plus important du Conseil Constitutionnel, composé de « sages » non élus et pouvant bloquer des projets de lois en s'appuyant sur une interprétation de la constitution. La loi « Florange », qui devait encourager des possibilités de reprises pour les fermetures d'entreprises, a été rejetée par le Conseil Constitutionnel alors qu'elle avait pourtant déjà été vidée de toute substance par le gouvernement PS. On peut citer également l'encouragement pour le travail du dimanche donné par le Conseil Constitutionnel suite à la sollicitation en justice de certaines entreprises.

> Les Communes sont aujourd'hui dépourvues d'une grande partie de leurs pouvoirs, de plus en plus concentrés dans les « agglomérations de communes » ou « métropoles ». Les mairies deviennent tributaires de ces structures supérieures qui récupèrent année après année les dotations financières et les missions de services publics. Les habitants n'ont plus leur mot à dire.

> Les CA des structures d'enseignement sont quasi impuissants face aux décisions ministérielles ; ils sont devenus des lieux de débats sans aucun pouvoir réel. Tout au plus les représentants des élèves peuvent y manifester poliment leur désaccord... Quant aux regroupements d'Universités, ils font la part belle aux instances de directions pléthoriques avec près d'un tiers de personnalités extérieures non élues. Les étudiants et les personnels sont généralement sous-représentés. Ce n'est donc pas étonnant que les étudiants s'abstiennent à près de 80% aux élections universitaires...

> Les Préfets, représentants de l'État, exercent leurs pouvoirs de façon toujours plus arbitraire et antidémocratique. Que ce soit pour entraver des rassemblements de la gauche de transformation sociale, pour les discréditer*, ou encore pour interpréter à leur guise les critères de régularisation des sans-papiers.

2- La dérive sécuritaire

Globalement, sous la droite, l'arsenal sécuritaire a été largement renforcé et le gouvernement PS n'a rien remis en cause, quand il n'a pas poursuivit dans le même sens.

La LDH estime qu'entre 2006 et 2012 la police est passée de 36 systèmes de fichages à plus de 80, avec plus de 42 lois sécuritaires en 10 ans.

Les « cibles officielles » qui servent de prétexte sécuritaire au gouvernement sont le « terrorisme » et les réseaux « pédophiles » sur internet. Mais les victimes pas si « collatérales » que ça sont les syndicalistes, les journalistes indépendants et leurs sources, les manifestants.

Quelques exemples pour s'en rendre compte concrètement.

> Désormais un système de fichage des Roms expulsés bénéficiant de « l'aide au retour humanitaire » permet d'enregistrer leur photo et leurs empreintes digitales à partir de 12 ans (fichier Oscar).

** Outre les nombreuses pressions autour du mouvement contre l'aéroport de NDDL, certaines initiatives du Front de Gauche sont bloquées par les préfectures, ou encore la Marche Anticoloniale de 2014 a été interdite pour la première fois depuis 9 ans d'existence ...*

> Depuis Sarkozy, il est de plus en plus courant de faire rentrer la police dans les écoles et les lycées, que se soit pour les expulsions de jeunes sans-papiers ou pour intimider les mouvements lycéens. De plus, un fichage des enfants depuis la maternelle a été mis en place également sous Sarkozy. Ce fichage est aujourd'hui utilisé par la police pour repérer les enfants sans-papiers et leurs familles*. De ce fait, les familles sans-papiers n'osent plus envoyer leurs enfants à l'école.

> Le STIC est un système référençant tous les délits rapportés à la police concernant auteurs, victimes et témoins**. Il peut contenir les origines « raciales » et « ethniques », les opinions religieuses, politiques et philosophiques, l'appartenance syndicale, … C'est notamment ce fichier qui a été consulté illégalement par IKEA via une entreprise privée pour s'informer sur ses salariés dont des syndicalistes.

> Le système de fichage national des empreintes génétiques (Fnaeg), initialement destiné aux auteurs de crimes sexuels, est désormais étendu aux manifestants et aux syndicalistes « récalcitrants » comme les « 5 de Roanne » ou Xavier Mathieux de l'usine Continental d'Amiens, tous syndicalistes CGT.

> LOPSSI 2 prévoit le triplement du nombre de caméras sur l'espace public avec une aide financière de l'État (50 % des frais d'installation), au détriment de la présence humaine et de la médiation. De plus, les textes officiels ont changé la dénomination de « vidéo-surveillance » en « vidéo-protection » pour tenter de désarmer la résistance à ces installations.

> LOPSSI 2 a mis en place la possibilité de couper l'accès internet à des personnes et de bloquer des sites sans décision de justice (tenue d'une liste noire non publique de sites à bloquer) en obligeant les fournisseurs d'accès à internet (FAI) à coopérer.

> En outre, que ce soit pour la vidéo-surveillance ou pour le contrôle d'internet, l'objectif est clairement une délégation de cette dérive sécuritaire à des organismes privés.

** Notamment à travers l'absence d'identifiant national des enfants (INE).*
*** Il est estimé que près de 2 Français sur 10 sont cités dans le STIC.*

> La « Loi de Programmation Militaire » (LPM) de décembre 2013 a été adoptée sans aucun remous malgré la dénonciation d'associations défendant les libertés démocratiques*. La LPM banalise l'utilisation de l'espionnage informatique et téléphonique pour des motifs extrêmement flous** qui ne se limitent plus du tout au « terrorisme ». En plus du ministère de la Défense, la LPM étend aux ministères de l'Intérieur, du Budget et de l'Économie la possibilité d'espionner les citoyens. Les données concernées sont aussi bien les contenus de mails, d'appels, de sms, que la géolocalisation qui est directement évoquée par la LPM, le tout en temps réel si besoin. Et tout cela sans nécessité de passer par la Justice ! Il suffira de l'accord administratif d'une « personnalité qualifiée » rattachée au Premier Ministre !

Des résistances existent

Toutes ces mesures sécuritaires sont des moyens de contrôle des acteurs de la contestation sociale et assurent la protection du système capitaliste.

L'UJR a participé à la marche nationale « Pour une VIème République » en juin 2013 qui posait la question de la rupture avec les institutions réactionnaires de la Veme République.

L'UJR dénonce la dérive sécuritaire et soutient les luttes contre la criminalisation des mouvement sociaux.

** Notamment RSF, la FIDH, la LDH et la Quadrature du Net.*

*** Les demandes d'espionnage doivent "avoir pour objet de rechercher des renseignements intéressant la sécurité nationale, la sauvegarde des éléments essentiels du potentiel économique de la France, ou la prévention du terrorisme, de la criminalité et de la délinquance organisées et de la reconstitution ou du maintien de groupements dissous".*

IV

Le système capitaliste-impérialiste est un système violent.

La tendance guerrière s'accentue au moment des crises économiques, lorsque le système commence à chercher de nouvelles ressources pour les exploiter ou à défendre celles qu'il a déjà acquises et qui sont menacées par ses concurrents. Cela se traduit par des interventions militaires pour lesquelles sont recrutés notamment les jeunes des classes populaires. Ce sont également des sommes considérables d'argent public qui sont utilisées pour les financer.

La multiplication des guerres contre les peuples

Avec Sarkozy il y a eu l'Afghanistan, la Côté d'Ivoire, la Libye ; avec Hollande depuis son arrivée à la tête du gouvernement en mai 2012, il y a eu le Mali, une tentative en Syrie, et aujourd'hui la Centrafrique.

A chaque fois sont invoquées des raisons humanitaires pour justifier ces interventions militaires. On peut constater facilement qu'aucune de ces interventions n'a apporté la paix et la démocratie. En réalité, ces interventions à répétition en Afrique sont à visée économique et géostratégique, notamment pour le contrôle des matières premières de l'Afrique. Ces interventions sont décidées pour contrer les tentatives d'autres puissances impérialistes comme la Chine ou la Russie. En effet, de grandes entreprises internationales tentent de récupérer les richesses de l'Afrique au détriment des monopoles français déjà bien implantés. Les monopoles et l'État français à leur service n'entendent pas se laisser dépouiller. C'est pourquoi la France part de plus en plus en guerre pour affermir son contrôle de certains pays au profit des monopoles français.

L'évolution de la situation internationale suscite de nouveaux rapports de force entre les pays capitalistes et induit un repartage géographique des richesses du monde, surtout en Afrique et en Amérique Latine.

Face à la propagande pour justifier ces interventions militaires et les faire accepter, l'UJR doit contribuer à informer la jeunesse quant aux vraies raisons des interventions militaires pour étendre la contestation populaire.

Pas de restriction budgétaire pour la guerre

Des suppressions de postes, des licenciements de milliers d'ouvriers, la hausse de la TVA, … les politiques d'austérités sont toujours d'actualité alors que le gouvernement trouve des millions d'euros pour faire la guerre ! Depuis les années 2000, le budget annuel réservé aux interventions militaires étrangères de la France (Opex) a triplé pour passer d'environ 500 millions d'euros à 1 500 millions d'euros en 2013 ! Et on ose nous dire qu'il n'y aurait plus d'argent pour financer la protection sociale, le secteur de la santé, du logement, l'enseignement ou la culture... C'est pourtant un choix politique simple : l'argent public doit-il servir à faire la guerre ou à combattre la misère ? En 13 ans (2000-2013), le budget des interventions militaires de la France a reçu environ 14 milliards d'euros d'argent public, soit le montant estimatif du « trou de la sécu » !

L'UJR revendique que les sommes consacré **aux interventions militaires** payées par le peuple soient utilisées pour assurer les besoins premiers du peuple et de sa jeunesse : améliorer nos conditions de vie ! L'argent public ne doit pas servir pour financer des guerres à répétition, d'autant que ces guerres visent à voler les ressources d'autres peuples au bénéfice de grandes entreprises et de leurs actionnaires.

Le recrutement des jeunes des classes populaires

L'armée recrute parmi les jeunes des milieux populaires, poussés dans la précarité et la pauvreté, pour les envoyer en Afrique se faire tuer dans les guerres des capitalistes. Tout ça pour augmenter les profits des monopoles français comme Areva, Total, Dassault,… qui pillent les ressources de l'Afrique. Ce sont toujours les peuples qui sont les premières victimes des guerres.

De plus, l'UJR dénonce fermement la propagande de l'armée qui prétend construire aux jeunes un avenir et n'hésite pas à comparer la guerre à de simples jeux vidéos pour séduire les plus jeunes. L'armée n'hésite pas non plus à entrer dans les lycées pour repérer et recruter directement les jeunes en décrochage.

Il n'y a pas d'avenir dans les guerres pour la jeunesse populaire ! Combattons plutôt la misère !

L'UJR doit poursuivre ses actions dans les quartiers populaires pour montrer les véritables objectifs de ces interventions militaires et ainsi démystifier le rôle de l'armée.

LA GUERRE N'OFFRE AUCUN AVENIR AUX JEUNES PRECAIRES ! COMBATTONS PLUTOT LA MISERE !

Des résistances existent

Les résistances aux interventions militaires de l'impérialisme français sont encore modestes, les forces progressistes ayant souvent des positions ambigües. Mais l'opposition populaire aux guerres est grande. L'UJR participe à la dénonciation de l'impérialisme français et de ses guerres*, comme nous avons pu le faire avec le PCOF ! Il faut dénoncer et combattre le recrutement de l'armée au service du système capitaliste. Il faut affirmer la solidarité internationale des peuples !

Il nous faut travailler à tisser des liens avec la jeunesse populaire et progressiste des pays dominés par l'impérialisme français et avec ses organisations !

A propos des guerres, l'extrême droite révèle son soutien au système capitaliste en soutenant toutes les récentes interventions militaires de la France à l'étranger. Elle a toujours voté « pour » au Parlement avec le PS et l'UMP. L'extrême droite soutient la domination des capitalistes français sur d'autres peuples. La logique nationaliste, xénophobe et chauvine de l'extrême droite conduit à la concurrence entre les pays et à la multiplication des guerres pour le contrôle des ressources.

C'est un terrain sur lequel l'extrême droite est facile à démasquer auprès de la jeunesse !

** Edition d'affiches et de tract nationaux sur le sujet (cf ujr-fr.org). Réunions publiques organisées par l'UJR (parfois communes avec le PCOF).*

PERSPECTIVES

Le gouvernement social-libéral avec ses attaques contre le peuple est partie intégrante de l'avancée de la réaction. Un ras-le bol général se fait entendre contre ce gouvernement. La droite et l'extrême droite se nourrissent de ce mécontentement. Le Front National se pose faussement comme un parti anti-système.

Des résistances à l'offensive de la réaction existent :

> Résistances syndicales et féministes.

> Résistances antiracistes et pour l'égalité.

> Dénonciations de la violence de l'extrême droite contre les militants du camp progressiste.

> Dénonciation du caractère réactionnaire des institutions et défense des libertés démocratiques.

> Résistances contre la multiplication des guerres et le recrutement abject de l'armée chez les jeunes précaires.

Toutes ces résistances et leurs acteurs doivent être soutenus. Elles doivent permettre de passer à l'offensive et d'enraciner la conscience qu'il faut rompre avec ce système.

Renforçons l'unité des luttes syndicales et des couches populaires !

Renforçons les fronts de résistance contre les idées réactionnaires !

Renforçons la contestation des institutions dans une perspective révolutionnaire !

Combattons l'impérialisme français et ses guerres !

L'UJR travaille à développer à son échelle ces orientations auprès de la jeunesse.

Rejoignez-nous pour mener ce combat !

Amplifions les résistances populaires pour une perspective révolutionnaire !

CONTACT :

contact@ujr-fr.org